

PAIX EN INDOCHINE? Mensonge!

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 24 JUIN 1954

Cinquante-sixième année. — N° 392

Le numéro : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION :

145, quai de Valmy, Paris (10^e)

O.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-76

ABONNEMENTS

FRANCE-COLONIES : 52 n^os : 1.000 fr.

26 n^os : 500 fr. ; 13 n^os : 250 fr.

AUTRES PAYS : 52 n^os : 1.250 fr.

26 n^os : 625 fr.

Pour tout changement d'adresse soumettre

30 francs et la dernière bande

MENDÈS-FRANCE
sauveur du
COLONIALISME

Le seul mot d'ordre révolutionnaire reste : RETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

MENDES-FRANCE=LANIEL

LE LIBERTAIRE avait signalé il y a un mois, lorsque Laniel s'était péniblement accroché au pouvoir par 3 voix de majorité, que le grand secret des votes de l'Assemblée était tout simplement la peur de la dissolution. Cette fois, ouvertement, Laniel menaçait les députés et ses amis du M.R.P. l'appuyer, réclamant même cette dissolution. Mais un calcul plus exact permet de s'apercevoir que l'on pouvait renverser le gouvernement sans obtenir, à quelques voix près, le nombre de voix hostiles qui déclanche automatiquement la dissolution. *Tout fut donc minutieusement réglé pour la chute, à point, de Laniel.*

Tout fut aussi minutieusement réglé par les radicaux pour la montée au pouvoir de Mendès-France, présenté habilement comme l'homme providentiel. La bourgeoisie apeurée, inquiète devant le développement de la situation internationale et particulièrement aux colonies, se rallia dans sa majorité à Mendès-France qui réussit ce tour de force d'apparaître à la fois comme l'homme audacieux et énergique que le « progressisme » attendait et également comme le meilleur moyen de barrer la route au P.C.F. en lui ôtant ses arguments.

Mendès-France n'en est pas moins le réactionnaire caractérisé qui dans le gouvernement de Gaulle, après la Libération, était l'ennemi le plus acharné, le plus dur, des revendications ouvrières, et aussi le partisan fidèle de l'économie orthodoxe. Et en août 1953, il se dressa contre les grèves.

Nous ne nous laisserons pas prendre. Nous dirons à tous les travailleurs qui nous entourent : « Mendès-France est l'agent le plus habile, le plus adroit, de la bourgeoisie. Si faisant passer pour un homme de gauche, il va tenter de désarmer les travailleurs, de les faire patienter avec quelques « mesures sociales » sans lendemain, et en s'efforçant de bâtrir en Indochine une fausse paix de compromis qui sauve le corps expéditionnaire et garde les deltas à la bourgeoisie française. Si le P.C.F. s'est jeté dans la politique de soutien

à Mendès-France, c'est parce qu'il espère une politique plus neutrale vis-à-vis des U.S.A., mais ce n'est qu'un leurre : Mendès-France est l'homme des Etats-Unis, autant que Laniel. Il ne s'en est pas caché. Il est l'homme de la continuation de la guerre en Indochine avec l'envoi du contingent si la négociation ne réussit pas à sauver les intérêts de la bourgeoisie française. »

Nous avons connu des gouvernements plus « à gauche » que celui de Mendès-France et nous avons fait l'expérience de leur impuissance, que ce soient les gouvernements du Front Populaire en 1936-1937 ou les gouv-

(Suite page 2, col. 1.)

DANS sa déclaration d'Investiture, Mendès-France déclarait qu'il s'engageait à obtenir un « Cessez-le-feu » en Indochine avant le 20 juillet. S'il ne l'a pas obtenu à cette date, il s'est engagé à démissionner.

La situation semble bien complexe et nombre de gens doivent s'interroger. Voyons ! Il y a environ deux ans aucune paix n'était possible. Le parti communiste demandait le retrait du corps expéditionnaire d'Indochine, et la bourgeoisie était partisane de la guerre « sainte » à outrance.

Or, aujourd'hui, tout ce monde réclame la paix à qui mieux mieux et va peut-être même finir par s'entendre...

La politique de la bourgeoisie française

Deux courants se sont toujours manifestés dans la politique bourgeoisie. Le courant représenté par

les ministres M.R.P., d'une part, et celui représenté aujourd'hui par Mendès-France, d'autre part.

Les ministres M.R.P. représentent, si l'on peut dire, le courant pro-américain de la bourgeoisie. Pour eux, il faut faire la croisade contre le communisme en Indochine et, par conséquent, il faut rechercher l'intervention américaine. Bien sûr, les capitaux américains prendront l'avantage en Indochine mais cette tendance de la bourgeoisie accepte et même recherche l'intégration des capitaux américains dans l'économie française.

Mendès-France représente l'autre partie de la bourgeoisie qui tient à conserver l'indépendance de l'économie française vis-à-vis des capitaux U.S.

Et comme elle sait que la France ne peut pas gagner à elle seule la guerre d'Indochine, elle va essayer de tracter pour sauver ce qui reste à sauver.

Et déjà, dès la prise du pouvoir par Mendès-France, le cours des

valeurs indochinoises a fait un bond en avant :

« Le fait marquant est la hausse des caoutchoutières indochinoises qui, au marché officiel comme à ce-tui des courtiers, revêt un volume important. Terres Rouges, au parquet, passait à 3.350 contre 2.850.

Dans le groupe des grandes banques d'affaires, l'attention porte plus particulièrement sur la Banque d'Indochine en forte reprise à 9.100 contre 8.650.

La Financière des Caoutchoucs, qui détient d'importantes participations dans les plantations d'Indochine, est bien tenue à 3.470 contre 3.440. »

L'Information, 19-6-54.

Ce fait démontre que Mendès-France apparaît comme un sauveur pour les capitalistes qui détiennent les capitaux d'Indochine.

Cela lui est d'autant plus facile qu'il trouve en face de lui des gens tout disposés à lui faire plaisir.

La politique du Kremlin et les dirigeants du P.C.F.

Le but visé par le Kremlin est de séparer la France des U.S.A., car toute la politique étrangère de Moscou consiste en ceci : briser l'alliance atlantique et se rapprocher de certains des pays qui constituent actuellement cette alliance. La France, pour tout un tas de raisons, est le pays le plus favorable à cette influence.

Il s'agit donc d'être particulièrement gentil avec la partie de la bourgeoisie française qui peut se laisser prendre à cet appât. Cette partie de la bourgeoisie est, bien entendu, celle que représente Mendès-France.

Pour la ménager à l'aise, il faut d'abord frapper un grand coup pour « la base du parti ». C'est simple : on va prendre le C.E.D. comme cheval de bataille et préconiser « une alliance avec tous les bons Français » du tonnerre. Ensuite, ça y est : la nouvelle trahison est justifiée. On pourra se livrer sans danger à tous les compromis.

Ensuite on limite de plus en plus l'action revendicative des travailleurs. Les grèves d'août, on les sabote artistiquement. La grève des bureaux-gares, on l'enterre. Et comme arrive de partout la rumeur de la grève générale illimitée, on en prépare une de 24 heures bien louée, bien décourageante, et le tour est joué. Tout de même, ça ne va pas sans heurt. Parce que le biffet, ils y tiennent ces « emplois-sousse » de pros. Et Frachon tempête contre la tendance à l'anarchosyndicalisme et la « spontanéité des masses » (cette spontanéité qui nous a foudroyés les grèves d'août sur le dos, et sans qu'on s'y attende).

Puis on commence à parler de l'intérêt national en Indochine.

« Nous considérons que la fin des hostilités en Indochine est conforme à l'intérêt national », déclare François Billoux dans son intervention du débat d'investiture (Huma, 18 juillet 1954).

Et comme chez Renault les ouvriers n'étaient pas mécontents de voir crever en Indochine les shires de l'armée du métier, on leur rappelle dans un tract spécial que « la France perd en Indochine ses meilleures promotions d'officiers ».

On en arrive finalement au vote d'investiture à Mendès-France, qui consacre définitivement la politique d'abandon et la collaboration de classe la plus odieuse.

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 5.)

PRESSE FASCISTE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

LES TRAGIQUES ET LAMENTABLES RÉSULTATS D'UNE PROPAGANDE ANTI-FRANÇAISE

Une gendarmerie est attaquée par des réfractaires au service du travail. Un gendarme tué, deux autres blessés.

Parmi les agresseurs, tous arrêtés, se trouvent des repris de justice condamnés pour cambriolage et assassinat. Les jeunes gens qui, abusés par certaine propagande malsaine, se dérobent au travail obligatoire se rendent-ils compte où ils risquent d'être entraînés ?

... ceux qui après les avoir exercités à la désobéissance s'emploient à les diriger. Ces derniers proviennent, en général, des éléments les plus doux : terroristes, repris de justice, agents à la solde de l'étranger qui n'ont qu'un but : semer le désordre et la panique dans notre pays. Leurs méthodes, quelle que soit l'idéologie dont elles se parent, relèvent du pur banditisme.

(« Le Matin », 16 juin 1943
n° 21.512)

LES GOUMIERS S'EMPARENT D'UN P.C. DE FELLAGHAS

Les goumiers en campagne depuis trois jours dans l'ouest tunisien contre les fellaghas ne cessent de faire un travail salutaire. Chaque jour maintenant on peut mettre à leur actif de nouveaux succès.

Au cours d'une poursuite de plus de trente heures, ils ont infligé aux rebelles de Sassi Lassoued de cuisants revers. Le chef des insurgés, Fellag Lasan Chraibi, a été capturé ainsi que plusieurs complices, dont neuf guides ravitaillateurs.

Sur leur P.C., les rebelles avaient placé un fanion-étendard vert à bande rouge portant des insignes formés d'une étoile et d'un croissant. Ils disposaient d'un poste émetteur de radio.

(« Le Parisien Libéré », 17-6-54.)

JOURNÉES SANGLANTES EN TUNISIE LES FELLAGHAS ATTAQUENT UN CAMION MILITAIRE : 2 SOLDATS TUÉS, 4 BLESSÉS

De notre correspondant particulier Ch. CARCOPINO

Tunis, 13 juin. — Dans la nuit de vendredi à samedi, une vingtaine de fellaghas ont tendu une embuscade sur la route du Fayd, près de Gafsa, à une centaine de kilomètres de Sfax. Quelques instants plus tard arrivaient sur cette route deux voitures militaires se rendant précisément au Fayd. Les fellaghas tirèrent alors sur le commandant qui se trouvait huit militaires et sur un G. M. C. qui transportait des

munitions. Une rafale mettait le feu au réservoir d'essence et le G. M. C. prenait feu, carbonisant le conducteur, Albert Fitoussi, du 62^e régiment d'artillerie de Tunis, et un autre militaire. Les autres soldats, dont le maréchal des logis Zarovvi, étaient blessés. La voiture de l'officier commandant le convoi réussissait à franchir le barrage pour aller chercher des secours. Ceux-ci arrivèrent bientôt et engagèrent le combat avec les fellaghas qui finalement déclenchèrent pour se disperser dans la montagne. On signale, du côté français, un disparu qui a pu être enlevé par les bandits.

On notera que l'usage des balles incendiaires et explosives est une preuve de plus d'uppen qui les terroristes reçoivent de l'extérieur.

(« L'Aurore », 14-6-54.)

LES FELLAGHAS ATTAQUENT UNE FERME A EBBA-KSOUR ET ASSASSINENT UN COLON AGE DE 73 ANS LES AGRESSEURS PRENNENT EN OUTRE PLUSIEURS OTAGES

Tunis, 14 juin. — Dimanche, entre 14 et 15 heures, un groupe de fellaghas en uniforme, évalué à une soixantaine d'hommes, a attaqué la ferme de MM. Pecc et Lugon, dans la région du Kef, à 11 kilomètres au nord-est d'Ebba-Ksour. Elle était gardée par quelques soldats et un caporal. Depuis le début de la matinée, les Tunisiens des alentours, qui aidaient habituellement aux travaux des champs, ne s'étaient pas présentés pour prendre leur travail. Les femmes tunisiennes, qui travaillent dans la maison, n'étaient pas venues.

A coup de mitraillettes chargées de balles explosives, les fellaghas tirèrent sur les soldats et sur les fermiers.

(« Le Figaro », 15-6-54.)

LA REPRESSEUR DU TERRORISME EST DESORMAIS RENFORCE

Dans chaque Cour d'appel, une section spéciale jugera des crimes contre l'ordre établi.

En cas de flagrant délit, le juge-juge sera rendu directement, sans instruction préalable.

Plus de sursis ni de circonstances atténuantes... les peines prononcées seront... les emprisonnement, la réclusion, les travaux forcés et la mort.

(« Le Matin », 25 juin 1943,

LES TERRORISTES « FELLAGHAS » ONT REÇU MISSION DE TROUBLER L'ORDRE EN TUNISIE

Ce sont, nous l'avons écrit, les bandits traditionnels de la Tunisie. Mais il est non moins évident qu'ils se sont mis à la disposition du Néo-Destour, trouvant ainsi le moyen de couvrir leurs assassinats et pillages du pavillon d'un parti...

(France-Soir.)

PUBLICITÉ POUR L'INDOCHINE

Ceci est extrait d'une circulaire de la « Société des Avions et Moteurs Potez », intitulée : « Au sujet du Potez 75 » :

« Ce qu'il faut ici, déclare le jeune lieutenant-colonel commandant du secteur ? Un avion lent, blindé, capable d'intervenir à la mitrailleuse ou à la fusée téléguidée. Il nous faut le Potez 75 ! Qu'une certaine de ces oiseaux patrouillent chaque jour sur le delta et c'est la paralysie du Viet. Le comprendrai-je à Paris ?

« Quelques heures après, racontant cet entretien au général Cogny, celui-ci répondit : « Où, il faudrait des Potez 75 », c'est l'action type de cette guerre. »

Le Figaro, 24 mai 1954 — Pierre Voisin, envoyé spécial en Indochine.)

Voilà une des raisons pour laquelle continue le massacre d'Indochine : remplir les poches des actionnaires de Potez.

C'est-à-dire : transformer en dividende le sang des pauvres bougres !

Une journée chez les Nord-Africains

LA GRANDE MISÈRE DES ALGÉRIENS DE MACON

Un de nos camarades est allé rendre visite aux Nord-Africains de Macon. Il était invité par le groupe communiste libertaire de cette ville. Il raconte ici, ce qu'il a vu au cours d'une journée passée avec les Algériens.

Macón, 6 heures du matin : La ville s'éveille péniblement, les volets sont presque tous fermes. Le curé sort du presbytère en coup de vent, et, rajustant sa ceinture, il va rejoindre ses premières ouailles. De vieilles ouailles qui se pressent sur le parvis de l'église.

L'église est cossue, les rues commerçantes sont cossues.

Nous sommes venus ici pour rencontrer des responsables du M.T.L. D., car le groupe communiste lib-

ertaire de cette ville a décidé de faire l'unité d'action avec les Algériens qui travaillent sur les routes et les voies ferrées environnantes.

Macón, 10 heures du matin : C'est la première communion. Les parents en uniforme du dimanche conduisent leurs rejetons à l'église. Il y a beaucoup de monde sur le parvis. On ne voit pas de Nord-Africains ? Où sont-ils ? N'oseraient-ils pas sortir ? Ils sont pourtant nombreux dans la région et ils ne travaillent pas aujourd'hui

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

a tenu son Congrès

PARIS, 5, 6 et 7 JUIN 1954

Les 5, 6 et 7 juin, à Paris, s'est tenu le Congrès de constitution de l'I.C.L., avec la représentation ou l'accord des organisations des principaux pays.

Il est inutile de souligner l'importance d'un tel événement dans les circonstances actuelles. En dehors des décisions d'ordre statutaire ou pratique qui ont été prises, le Congrès s'est penché sur la nécessité d'une base idéologique ferme et claire et en lisant ci-dessous cette déclaration de principes, nos camarades et lecteurs verront que le Congrès s'est particulièrement placé sous l'angle de la lutte contre l'imperialisme et ses deux blocs, sous le signe du Troisième Front.

La constitution de l'I.C.L. sur des bases saines et pratiques doit être dans cette lutte un facteur déterminant. Dès maintenant, elle nous apporte l'espérance, l'enthousiasme, la certitude d'une lutte efficace des travailleurs du monde. Seule l'I.C.L. peut aujourd'hui reprendre ce mot d'ordre trahi : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

PRINCIPES DE L'INTERNATIONALE

I. — Le phénomène impérialiste, expression de la présente structure de la Société

A l'origine de toutes les contradictions profondes de l'époque moderne, on trouve le principe de la production pour le profit, c'est-à-dire du système capitaliste.

Dans le phénomène impérialiste, se manifeste la contradiction maximum de la société divisée en classes : ce phénomène représente la phase extrême et la plus dangereuse du capitalisme et tend à l'unification et à la concentration des forces et des appareils

d'exploitation engendrant d'une part la crise internationale du système et d'autre part suscitant une réaction unitaire des masses exploitées de tous les pays.

Le phénomène impérialiste se manifeste non seulement par une exploitation accrue mais aussi par la nécessité de l'économie de guerre, la préparation de conflits qui peuvent constituer pour le système des solutions provisoires.

II. — Nécessité de la transformation révolutionnaire

Dans ces conditions se pose le problème de la destruction de la société de classes et par conséquent de la réorganisation radicale et générale de la société à travers la liquidation définitive du capitalisme et l'instauration d'une forme nouvelle et supérieure des rapports de production qui ne soient plus en contradiction avec les intérêts généraux de l'humanité.

L'initiative de la liquidation de la vieille structure sociale et la tâche de la création d'un ordre nouveau reviennent à la classe des travailleurs.

Le renversement des actuelles superstructures du système capitaliste se

III. — Le Communisme Libertaire

Cette conception de la liquidation de la société de classes et de la construction de la société sans classes est le Communisme Libertaire, idéologie produite par l'expérience historique des masses exploitées, à travers leurs luttes, leurs succès et leurs défaites.

Le Communisme Libertaire est caractérisé par la collectivisation des instruments de production et par l'approbation collective des produits du travail. Il réalise une société sans classes et sans Etat organisé de bas en haut sur la base du fédéralisme libertaire, c'est-à-dire de la démocratie directe et réelle.

Dans l'ordre social nouveau qui résulte de la Révolution, trouvera son application le principe fondamental du véritable communisme : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins », la satisfaction des besoins étant conditionnée par le développement progressif de la production sociale. La distribution ne se fera pas à travers les procédures de l'économie mercantile mais directement du producteur au consommateur par l'intermédiaire des organismes issus des masses et contrôlés par elles, organismes auxquels seront dévolues les fonctions techniques et administratives inhérentes à l'organisation de la production et de la consommation. L'économie des besoins succède à l'économie basée sur le profit. La nouvelle réalité sociale connaîtra un développement et un progrès indéniables rendus possibles par l'élimination du système capitaliste et par l'introduction de nouvelles

COMMÉMORATION DE ZIMMERWALD

Le Bureau de l'Internationale Communiste Libertaire préparera la commémoration de la conférence de Zimmerwald (40^e anniversaire), en septembre 1955, en y invitant tous les éléments et organisations révolutionnaires et internationalistes sur la base du 3^e Front.

conditions sociales dans lesquelles la solution des problèmes et des contradictions inhérents au mécanisme productif et à la vie associée, ne sera plus niée par l'intérêt et l'antagonisme de classes, mais sera trouvée dans le milieu même de la société et des institutions.

IV. — Nécessité, nature et rôle de l'Internationale

L'Internationale est l'avant-garde organisée des masses exploitées de tous les pays.

Elle exprime dans son programme et son action les aspirations les plus générales et les plus profondes manifestées par les masses dans leurs luttes. Elle est donc l'expression la plus avancée de la conscience du prolétariat.

Son idéologie, son programme ne constituent donc pas une philosophie abstraite, jaillie du cerveau de quelques penseurs et exprimant un idéal de l'homme abstrait ; son idéologie et son programme reposent sur la réalité de la lutte de classes et s'ils représentent une philosophie humaniste, c'est-à-dire le plan de la lutte 3^e Front. L'Internationale assume la tâche de la direction de la lutte antiimpérialiste dans tous les pays.

L'Internationale fonctionne sur les principes internes suivants :

a) Unité idéologique sur la base des présents principes ;

b) unité de tactique à l'intérieur de chaque section membre de l'Internationale,

c) possibilité de tactiques différentes d'une section à l'autre, adéquates aux conditions particulières des divers pays, mais après discussions au sein de l'Internationale, elles les statut en vigueur, afin d'éviter toute interprétation abusive des présents principes.

Les statuts de l'Internationale sont la mise en application de ces principes internes.

V. — Méthodes de lutte

Les Sections de l'Internationale résoudront sur le plan tactique le problème des méthodes de lutte contre l'imperialisme dans ses manifestations concrètes et sa politique, à l'intérieur de leur propre pays, en restant fidèles aux principes ci-dessus de la position envers les deux blocs impérialistes.

Une des tâches principales des Sections est d'intervenir activement dans les luttes de caractère syndical sous une forme responsable et organisée afin d'apporter une orientation dans le sens du communisme libertaire.

Les sections intervient également et de la même manière dans toutes les autres luttes et toutes les autres organisations de caractère large — économique et culturel — pour y répandre l'influence communiste libertaire.

Les sections de l'Internationale appuieront les luttes de peuples coloniaux pour l'indépendance parce que ces luttes contribuent à affaiblir l'imperialisme, les mettent en crise et font avancer la perspective révolutionnaire dans les métropoles et dans le monde entier.

L'appui donné à ces luttes ne comporte pas, en cas de victoire des mouvements pour l'indépendance des pays coloniaux, l'appui aux gouvernements créés par le capitalisme indigène, destiné du reste à rentrer dans l'orbite de l'une ou l'autre centrale impérialiste, mais cet appui comporte la solidarité avec le prolétariat colonial dans la lutte qu'il ne manquera pas de développer contre l'exploitation et contre l'imperialisme.

Le rôle d'orientation et de guide de l'Internationale ne doit pas être conçu bureaucratiquement ; ce rôle d'orientation et de guide se manifeste par la clarification idéologique permanente, la présence et l'exemple de ses membres dans les organisations de masses. L'Internationale pose les perspectives

POINT DE VUE SUR LA QUESTION MAROCAINE

L'abondance de l'actualité nous a obligé à différer l'insertion de la fin de notre enquête sur le Maroc. Celle-ci paraîtra dans notre prochain numéro. Nous nous excusons auprès de tous nos amis lecteurs.

LA REDACTION.

POUR CELA, ELLES DOIVENT ÊTRE ATTACHÉES À LA PAGE-AFFICHE.

Mais le contingent est en Afrique du Nord où la lutte s'étend et la menace de l'appel du contingent pour l'Indochine subsiste : Mendès-France lui-même l'a dit. Il faut donc que les jeunes s'organisent : lecteurs, sympathisants, militants, groulez autour de vous les jeunes et leurs familles, formez des Comités de lutte contre les mesures militaires, demandez au siège de la F.C.L. nos bandes de propagande : « Nos gosses ne doivent pas partir en Indochine ! »

La Commission ouvrière de la F.C.L. édite pour les groupes d'entreprises des bulletins et journaux : « Le Libertaire-Renault », « Le Libertaire-T.R.T. », « Le Libertaire-Michelin » (à Clermont), etc. Prochainement paraîtra imprimé « Le Libertaire-P.T.T. » (voir page 4).

La Commission des Jeunes de la F.C.L. édite un bulletin-journal : « Jeune Révolutionnaire ». Voir communiqué spécial page 4.

« Le Lien », bulletin intérieur de la F.C.L. est en préparation. Secrétaires de groupes, passez vos commandes au Secrétariat d'organisation.

Camarades lecteurs, organsez-vous, rejoignez les rangs de la F.C.L. Avec ceux qui autour de vous sont aussi des amis du « Lib », formez des groupes F.C.L. Notre secrétaire à l'organisation vous renseignera.

MARTHE RICHARD

Fille de France

P EU nous importe de savoir si Mme Marthe Bettendorf, ex-vierge Richer — ex-vierge Crompton — alias Marthe Richard, sera condamnée cu non pour cette histoire de bijoux volés et, parallement, recélés par la dame femme, entre braves gens on s'arrange toujours...

Nous, ce qui nous intéresse dans le cas Marthe Richard, c'est l'exceptionnel éclat d'une figure d'héroïne française à laquelle nous tenons à rendre aujourd'hui un juste hommage.

Si nous étudions bien l'Histoire, nous remarquerons que la France n'a jamais manqué non seulement de grands hommes mais également de grandes femmes, viriles comme d'autre.

En partant de Jeanne d'Arc, on trouve, en effet, Jeanne Hachette, la Pompadour, Charlotte Corday, la Goule, Geneviève de Galard et bien d'autres auxquelles la Patrie est reconnaissante à plus d'un titre. Est-il besoin d'ajouter que Marthe Richard est de cette eau, un eau de bident serait toutefois un terme plus précis, ce modeste ustensile ayant joué un rôle important dans une vie faite d'abnégations et consacrée à la défense d'intérêts supérieurs, à combien !

Mais nous dira-t-on, insinuez-vous que cette femme fut une prostituée ? Attention ! Chaque Français digne de ce nom se doit de faire des distinctions essentielles. Ainsi, une femme qui vend son corps dans la rue, à n'importe qui, est une putain alors qu'une dame qui vend son corps dans les salons, et pour sa Patrie, est une héroïne. Pigé ? Aussi, ayant suivi cette dernière voie douloureuse, nouveau Chemin-des-Dames, il apparaît normal que la fille Richard ait par la suite durablement bagarré pour la vertu.

Les sentiers de la vertu conduisent aussi sûrement au M.R.P. que tous les chemins mènent à Rome, on la retrouve en 1946 conseillère municipale au parti de Maurice Schumann, de la chambre d'hôtel au confessionnal où voit que le papa a été allégement franchi par l'espionne au grand cœur. A cette époque, un ange vint visiter la pécheresse repenti et lui dit : « Si tu fermes les bordels, le royaume des cieux t'est ouvert ». Sitôt dit, sitôt fait et Marthe Richard, par son initiative hardie devait immédiatement s'attirer la sympathie !

thie respectueuse de tous les honnêtes gens.

Il y aurait bien une autre version de cette fermeture, mais l'histoire nous paraît si peu catholique que nous ne la livrons aux lecteurs qu'en nous signant.

Voici : en 1946, l'ange visiteur aurait eu plus prosaïquement le visage d'un petit souteneur de quartier, collaborateur très intime de la conseillère. Celui-ci, voulant faire « chanter » les tenanciers de maisons closes, aurait demandé à son amie d'intervenir au Parlement contre le « scandale déshonorant le pays qui, que, etc. » sans trop pousser toutefois, juste ce qu'il fallait pour faire peur à ces messieurs les grossistes ! Malheureusement pour le couple, du fait de la prédominance absolue du M.R.P. et par conséquent de l'esprit puritan en cette époque, la Marthe aurait été dépassée par de zélés collègues et ses timides remontrances prises très au sérieux, occasionnant par là une fermeture à laquelle ni Mme Richard ni son petit ami ne s'attaquaient réellement.

Mais, répétons-le, tout cela est une version officieuse de l'Histoire, inventée par les jaloux et les mauvais esprits, l'officielle se trouvant dans l'AURORE et les manuels agrésés de l'Education Nationale. Aussi, ne pouvons-nous croire que cette même femme qui sauva la France, en 1917 (en préférant se faire passer sur le corps plutôt que de se rendre), qui travailla pour le 2^e bureau, pour le M.R.P., soit aujourd'hui accusée de recel après avoir été poursuivie en 1948 pour trafic d'influences !

Nous ne pouvons, ni ne voulons croire que celle pour qui on fit un film « Marthe Richard au service de la France », destiné à instruire la jeunesse, soit une mauvaise femme ! Pas plus que nous ne croyons que celle qui partit aux U.S.A. en 1949 sur invitation de la « Ligue de la Santé morale américaine » soit la même qui fréquentait le célèbre gangster maraîchier SPIRITO, pendant l'occupation. Parce qu'alors, si tout était vrai, on aurait la preuve que la Patrie entretient à son auguste service des voleurs, des maquereaux, des gangsters et de vicieuses grises, ce qui est une absurdité.

CHRISTIAN.

PAIX EN INDOCHINE ?

(Suite de la première page)

La trahison des intérêts des travailleurs indochinois

Le Kremlin recherche donc une paix en Indochine pour la raison fondamentale suivante : il faut qu'il s'attire la bienveillance de la partie nationaliste de la bourgeoisie française et qu'il la sépare toujours plus du bloc U.S.

Mais, d'autre part, il y voit un certain nombre d'avantages annexes. Les dirigeants du P.C.F. sont générés dans leur politique de collaboration de classe par cette guerre d'Indochine.

D'un part, vis-à-vis de leur base, ils sont obligés de maintenir une attitude favorable à la lutte contre l'imperialisme, la mettent en crise et font avancer la perspective révolutionnaire dans les métropoles et dans le monde entier.

L'appui donné à ces luttes ne comporte pas, en cas de victoire des mouvements pour l'indépendance des pays coloniaux, l'appui aux gouvernements créés par le capitalisme indigène, destiné du reste à rentrer dans l'orbite de l'une ou l'autre centrale impérialiste, mais cet appui comporte la solidarité avec le prolétariat colonial dans la lutte qu'il ne manquera pas de développer contre l'exploitation et contre l'imperialisme.

Les sections de l'Internationale appuieront les luttes de peuples coloniaux pour l'indépendance parce que ces luttes contribuent à affaiblir l'imperialisme, les mettent en crise et font avancer la perspective révolutionnaire dans les métropoles et dans le monde entier.

Le rôle d'orientation et de guide de l'Internationale ne doit pas être conçu bureaucratiquement ; ce rôle d'orientation et de guide se manifeste par la clarification idéologique permanente, la présence et l'exemple de ses membres dans les organisations de masses.

L'Internationale pose les perspectives

Cette paix supprimerait, d'autre part, un point de friction très important entre les dirigeants du P.C.F. et précisément « ces bons Français » néo-fascistes.

Il s'agit donc bien d'une tentative de trahison pure et simple de la lutte du peuple indochinois. La bourgeoisie française tient encore en main les parties les plus riches de l'Indochine, les deltas. C'est là que se trouvent investis les capitales de l'imperialisme, dans les rizières et dans les caoutchoutières. Le « Cessez le feu » garantira donc aux colonialisateurs ce précisément pourquoi sont morts des dizaines de milliers d'Indochinois. Leur sacrifice aura-t-il été vain ?

On peut se demander pourquoi les dirigeants du Vietminh acceptent cette trahison. C'est que, d'une part, ils sont certainement assez dociles aux ordres du Kremlin et que, d'autre part, ils dépendent TOTALEMENT, du point de vue des approvisionnements militaires, de la Chine et de l'U.R.S.S.

Plus que jamais le mot d'ordre reste :

RETRAIT DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

Il est clair, par conséquent, que les tractations de Genève, les concessions de Chou En Lai et de Molotov, les votes de complaisance des députés staliens ne sont qu'une trahison de la Révolution indochinoise. Le néo-fasciste Mendès-France n'a pas d'autre but que de sauver et d'affirmer la position du colonialisme en Indochine.

Les révolutionnaires sont pour la paix mais pas n'importe quelle paix. L'insurrection violente contre l'imperialisme est plus que jamais notre but définitif. Les héros révolutionnaires ont donné leur vie sans compter pour la grande cause, que ce soient ceux de la Commune, d'Espagne ou de Dien-Bien-Phu. Et demain nous sommes aussi prêts à donner la notre ! C'est pourquoi nous n'avons pas le droit de laisser trahir et salir l'immense sacrifice du peuple indochinois. En votant pour Mendès-France, les dirigeants staliens ont insulté les martyrs prolétariens d'Indochine. Cela, les travailleurs ne l'oublieront jamais !

Une seule paix est possible : Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine.

Ce mot d'ordre, que seuls les Communistes Libertoires posent en condition exclusive de paix en Indochine, tous les travailleurs doivent le reprendre, le propager.

Constituons des comités pour le retrait du corps expéditionnaire. Organisons des actions Soucivrons et faisons soucire pour soutenir et amplifier la lutte que seul même la F.C.L. face au front du fascisme, progressant sous le regard bienveillant, et grâce aux votes, des dirigeants du P.C.F.

Notre souscription exceptionnelle

DU 1-6-54 AU 22-6-54

Bau 2.000 Peiser 400 Santos 120 Angelo 500
Gestin 150 Leclerc 100 Nettin 500 Alonso 1.000
Capitaine 300 Leve 1.000 Angulo 500 Deuprati 1.000
Jules 1.000 O. Taufot 5

IL Y A UN AN, LE 17 JUIN 1953

A Berlin et dans toute l'Allemagne Orientale LES TRAVAILLEURS SE DRESSAIENT CONTRE LE FAUX SOCIALISME et la Bureaucratie Stalinienne

Le y a un an les travailleurs de Berlin-Est et de la plupart des autres villes de l'Allemagne orientale entraient en lutte contre l'exploitation de la bureaucratie au service du Kremlin.

On connaît la thèse du P.C. selon laquelle des centaines de milliers de travailleurs allemands auraient été entraînés par quelques agents américains ayant réussi à déjouer la surveillance de la police stalinienne !

Si même la provocation avait pu jouer dans ces conditions, sur une masse aussi énorme — et jamais l'histoire n'a vu un tel exemple, surtout sous un régime policier — il resterait que la provocation n'aurait été qu'un prétexte, une étincelle, qu'elle aurait porté dans la mesure où les masses étaient soumises à une exploitation sans exemple, et cette provocation aurait été déjouée puisque dépassée, débordée : aux manifestations des premières heures, succédait un véritable mouvement insurrectionnel à caractère révolutionnaire. Le prolétariat alle-

mend retrouvait ses traditions de lutte ; il ne se contentait pas de réclamer l'annulation des dernières mesures gouvernementales, il commençait sans hésiter la démolition de l'appareil d'oppression, donnant l'assaut aux prisons, libérant les prisonniers, s'emparant des sièges des bureaux, chassant ces bureaucraties, brûlant les archives, etc...

Notre devoir de révolutionnaires, d'internationalistes, est de faire la lumière sur ces événements et c'est notre manière à nous de manifester notre solidarité envers les combattants ouvriers de juin 1953. Nous pouvons le faire aujourd'hui, après un an, sur la base des renseignements et documents précis que nous avons pu recueillir, nous signalons que nous avons emprunté particulièrement aux rapports fournis par nos camarades de Berlin-Est qui étaient à la pointe du combat et également à l'étude qui a paru dans la revue de langue allemande « Dinge der Zeit » dont les positions sont partiellement voisines des nôtres.

Les étapes de l'insurrection

Le matin du 16 juin, après l'annonce d'une nouvelle diminution des salaires réels et d'une augmentation des normes, annoncée par le vice-président du Conseil des Ministres Rau, les ouvriers des chantiers de bâtiment de la « Stalinallee » refusent de prendre le travail. On désigne deux délégués pour aller au ministère mais un groupe d'une centaine d'ouvriers se forme pour les accompagner. L'animation s'étend à tous les chantiers et finalement tous les travailleurs du bâtiment, un millier d'hommes, se mettent en marche, manifestant contre les mesures gouvernementales. Chemin faisant, les passants se joignent d'enthousiasme au cortège. A l'arrivée à l'Alexanderplatz, deux travailleurs sont arrêtés par les policiers : la foule se rend à la Préfecture de la « Police Populaire » et menace de donner l'assaut. Les policiers populaires relâchent les prisonniers. Le cortège décide d'aller au siège du Gouvernement. Vers midi, la colonne se trouve « Unter den Linden », comptant plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Les revendications changent de ton : on proteste contre le Gouvernement et le régime. Les étudiants se mêlent à la foule qui compte bientôt cent mille personnes. La manifestation passe devant l'ambassade soviétique, réclamant le départ des occupants, la liberté ; le drapeau soviétique de la Porte de Brandebourg est amené et brûlé. Les images géantes des chefs sont mises en pièces. Vers deux heures, l'énorme cortège arrive en face du siège du Gouvernement. Une table est installée en plein air et l'on invite les ministres à s'expliquer. Ceux-ci se cachent. La coule cri : « Démission, à bas le Gouvernement ! ». On invente Ulbricht et Pieck. A la fin, Rau, le bureaucratique-type (qui se distingue en prenant la suite à 25 kms en arrière de ses hommes pendant la guerre d'Espagne et fut pour cela exclu des Brigades Internationales), se monte sur la table, tente un discours. La table est soulevée, Rau doit fuir. Selbmann qui lui succède est également jeté à terre par des maçons.

Vers la fin de l'après-midi, avec la sortie du travail, la manifestation s'élargit encore. Des voitures à haut-parleur et un car de police annoncent que les augmentations de normes injustifiées sont supprimées. Mais le car est mis en pièces, une des voitures passe aux manifestants. Des dirigeants S.E.D. (Parti Socialiste Unifié, en fait, Parti Communiste) tentent d'apaiser la

clenchement de la guerre mais d'une extension du mouvement des travailleurs allemands de l'Est et de la contagion révolutionnaire.

Eisenhower avait, pendant sa campagne électorale, affirmé qu'il fallait promouvoir une politique de « Libération » des peuples de l'Est. Mais pour les impérialistes, une « Libération » n'est souhaitable que si la « Libération » passe de l'esclavage d'un bloc à l'esclavage de l'autre. Une auto-libération est pour eux, et ils ne se trompent pas d'ailleurs, un premier pas révolutionnaire. Quant à Adenauer, qui s'est fait le champion de la remilitarisation de l'Allemagne et de la C.E.D., il n'eut pour les ouvriers de Berlin que des bons mots. Et encore les appelaient-ils les « irresponsables » (Voir *Die Tat*, du 19-6-1953). L'insurrection ne fut pour lui qu'une occasion de faire voter l'augmentation de 10.000 à 20.000 des effectifs de la police de frontière.

Le parti socialiste allemand de l'Ouest — le S.P.D. — fut peut-être le plus ignoble. Sa longue tradition de trahison de mouvement ouvrier allemand s'illustra une fois de plus. Dans son organe en langue anglaise « *News from Germany* », on lit que la population de l'Allemagne de l'Est devait s'attendre à la déclaration de l'état de siège, que la lutte du 17 juin ne pouvait que causer d'innombrables victimes en face d'un occupant qui avait le droit de tirer. Le servilisme du S.P.D. est plus visible encore dans la fin de l'article : « Notre opinion est que la nouvelle situation qui s'est réalisée à Berlin et dans la zone russe demande l'intervention immédiate des trois puissances occidentales, le destin du peuple allemand ayant été déclaré placé sous la responsabilité collective des quatre puissances, il faut pour cela que les puissances occidentales, surtout à travers les hauts commissaires, entreprennent des relations avec le haut commissaire russe, afin de chercher une solution adéquate pour garantir une situation normale dans l'Allemagne orientale. »

En Occident, tout autant qu'à Bonn, la bourgeoisie se dressa contre l'insurrection. Une fraction sociale-démocrate, en France et en Grande-

Bretagne, célébra le soulèvement de Berlin mais uniquement sur un plan d'anticommunisme borné tout en se mettant en paix avec un restant de mauvaise conscience socialiste, il y eut aussi l'abominable propagande de « Paix et Liberté » financée par les services américains et qui en se gardant bien d'approuver l'insurrection, exploita l'attitude antiouvrière de l'armée russe présentée comme l'armée du communisme ; ainsi Paix et Liberté combattaient l'U.R.S.S. mais aussi le véritable communisme en compromettant les événements de Berlin et en appuyant indirectement la propagande « soviétique » qui ne manqua pas de dire : « Votre, ceux qui critiquent l'Armée rouge, ils sont payés par Washington. »

Mais l'ensemble de la presse bourgeoisie en France, en Italie, en Angleterre, fut très nette : il avait été normal de ramener à la raison un peuple en révolte.

Le Gouvernement anglais décerna des éloges aux Russes pour leur modération, leur « retenue ».

« L'Economist » du 27 juin 1953 écrivait : « ...Les événements de Berlin sont un cadeau du ciel pour les propagandistes et il faut les exploiter au maximum, mais c'est clair, on ne pouvait rien faire. »

Dans « New Statesman and Nation » du 27 juin 1953, on lit : « Sommes-nous près à envoyer des tanks américains et anglais en Allemagne soviétique ? Sinon, nous devons quand nous parlons aux peuples de l'Est, leur dire qu'ils usent de patience et de retenue. Le chemin unique pour se libérer, c'est l'obtention d'élections libres dans toute l'Allemagne. Mais afin qu'elles puissent se réaliser, il faut éviter toute violence contre les Russes, et chercher d'établir de nouveaux contacts pour la reprise des conférences à Quatre. »

Enfin n'oublions pas que pour l'Amérique, l'épuisement du danger russe est une absolue nécessité pour justifier son économie de guerre. Le résultat, la libération de l'Allemagne de l'Est par les forces ouvrières fut

évidemment un mauvais exemple et avec l'ébranlement de l'empire stalinien jusqu'en Russie même, toute la propagande pro-guerre tombait.

Y eut-il provocation russe ?

POURTANT, la thèse de la provocation n'est pas entièrement à repousser. Mais la provocation ne viendrait pas alors des Services américains ou de quelques nazis qui, après coup, tentèrent de se mêler à la foule. Il s'agirait, chose qui à première vue paraît tout à fait possible, à l'examen paraît tout à fait possible, d'une provocation de l'équipe au pouvoir dans le parti Communiste (parti Socialiste uniifié ou S.E.D.) et aux ordres des maîtres de l'heure du Kremlin, juste après la mort de Staline. La provocation fut d'ailleurs aussi bien déjouée et dépassée par l'action de masses que si elle avait été d'origine américaine. Les Russes, en juin 1953, jouèrent avec le feu, mais il s'en fallut de peu que le feu ne gagnât tout leur empire.

La résistance passive des Allemands de l'Est contre leur situation insupportable et la fuite en masse vers le secteur ouest avait atteint une extension telle que les Russes se virent contraints de modifier leur politique. Mais ce « changement » accompli à la manière stalinienne typique consista à désigner un responsable pour l'expiation, un bouc émissaire, et ce fut Ulbricht qui fut désigné. Le journal « *Die Tat* » du 15-6-1953, donc avant l'insurrection, citait un rapport publié dans le « Telegraph am Sountag » de Berlin-Est, selon lequel le Politburo du S.E.D. avait voté à l'unanimité une motion de désapprobation du secrétaire général du S.E.D., Walter Ulbricht. Il avait été décidé au cours de cette séance qu'Ulbricht serait mis à la disposition de l'Exécutif du Comité Central pour répondre des mesures de « Bolchévisme » dans l'Allemagne de l'Est. Ainsi, on reprocha à Ulbricht une politique d'expropriation arbitraire, fausse ne concordant pas avec « le vrai but du parti ».

Ainsi de grandes épurations se préparaient (comme elles avaient eu lieu en d'autres pays satellites de l'U.R.S.S.) lorsque se produisit la rébellion ouverte. Le 15-6-1953, « *Die Tat* » précisait que 84 responsables, de « collectivités » de production agraires et 161 employés responsables de l'Administration, tous membres du S.E.D., étaient arrêtés. Le parti annonçait des enquêtes contre 74 de ses propres fonctionnaires. Les « Volkspolizei » de diverses villes avaient reçu l'ordre de licencier les commissaires qui avaient participé aux actions d'explo-

t-il pas de certitude absolue de ce jeu des Russes mais bien des éléments permettent de l'affirmer. Tout d'abord, les journalistes de l'Est et de la contagion révolutionnaire.

Mais l'ensemble de la presse bourgeoisie en France, en Italie, en Angleterre, fut très nette : il avait été normal de ramener à la raison un peuple en révolte.

Le Gouvernement anglais décerna des éloges aux Russes pour leur modération, leur « retenue ».

« L'Economist » du 27 juin 1953 écrivait : « ...Les événements de Berlin sont un cadeau du ciel pour les propagandistes et il faut les exploiter au maximum, mais c'est clair, on ne pouvait rien faire. »

Dans « New Statesman and Nation » du 27 juin 1953, on lit : « Sommes-nous près à envoyer des tanks américains et anglais en Allemagne soviétique ? Sinon, nous devons quand nous parlons aux peuples de l'Est, leur dire qu'ils usent de patience et de retenue. Le chemin unique pour se libérer, c'est l'obtention d'élections libres dans toute l'Allemagne. Mais afin qu'elles puissent se réaliser, il faut éviter toute violence contre les Russes, et chercher d'établir de nouveaux contacts pour la reprise des conférences à Quatre. »

Enfin n'oublions pas que pour l'Amérique, l'épuisement du danger russe est une absolue nécessité pour justifier son économie de guerre. Le résultat, la libération de l'Allemagne de l'Est par les forces ouvrières fut

évidemment un mauvais exemple et avec l'ébranlement de l'empire stalinien jusqu'en Russie même, toute la propagande pro-guerre tombait.

La puissance de l'U.R.S.S., contrainte d'osciller entre les « concessions » et la politique « dure » est essentiellement une force contre-révolutionnaire.

2) L'imperialisme reposait pour la période actuelle sur l'existence de deux blocs antagonistes mais solidaires : non seulement ils sont pratiquement unis contre les actions révolutionnaires du prolétariat mais ils ont besoin chacun du danger que représente l'autre pour justifier l'économie de guerre, l'exploitation accrue. Le prolétariat de l'Allemagne orientale a appris chèrement cette leçon. Les Américains qui avaient incité à la « Libération » étaient prêts à prêter l'empire de l'Allemagne orientale à son accroissement. La mystification du socialisme stalinien disparaît devant une lutte des exploités contre les exploitants.

La puissance de l'U.R.S.S., contrainte d'osciller entre les « concessions » et la politique « dure » est essentiellement une force contre-révolutionnaire.

3) Le mouvement n'a pas atteint une grande lucidité politique du fait de l'intervention d'éléments petits-bourgeois apportant des revendications simplement démocratiques, voire nationalisées, et le caractère même de spontanéité du mouvement et les conditions d'impréparation dues à l'impossibilité de s'organiser, ont mis à une prise de conscience pleinement révolutionnaire. Mais, la classe ouvrière d'Allemagne orientale a montré qu'elle avait su conserver son expérience et ses traditions révolutionnaires de 1919-1921, à travers sa résistance au nazisme puis au stalinisme : des Comités de grève se forment, et à Berlin dès le 16, lorsque le ministre Selbmann tente de calmer la foule, les ouvriers répondent : « Les vrais communistes, c'est nous. »

Le mouvement, de simple revendication au début, passe donc au mouvement de caractère nettement révolutionnaire.

Les forces de répression de l'Etat et l'armée russe elle-même n'étaient pas sûres. Si, à la fin, les tanks et les mitrailleuses eurent raison, c'est que ce mouvement de caractère révolutionnaire n'était pas une Révolution : absence de conscience et d'orientation politique, pas de généralisation, absence de solidarité des travailleurs de l'Ouest n'ayant pas encore fait à fond l'expérience du réformisme. Le mouvement était seulement une étape capitale dans le regroupement du prolétariat contre la bureaucratie ;

4) Le mouvement s'est déroulé dans les villes industrielles, il y a été essentiellement mené par la classe ouvrière. Bien avant juin 1953, les ouvriers avaient manifesté leur hostilité au régime bureaucratique : confiant au début dans « la marche vers le socialisme » ils avaient compris l'utilité de leur intervention dans les Comités

racisme, savamment entretenus par la bourgeoisie américaine.

Malgré les protestations des travailleurs du monde entier, et d'une courageuse minorité aux U.S.A., malgré les manifestations, les débrayages, les appels lancés de partout, Eisenhowe l'assassin souriant ordonna : « Tuez ! »

Depuis, la barbarie de la bourgeoisie américaine s'est donné libre cours : le courageux avocat des Rosenberg, les malheureux enfants des suppliciés ont été à leur tour persécutés, poursuivis de la haine hysterique du fascisme américain montant.

Ces derniers temps, il aura fallu même que nos fascistes à nous, ceux du « Rassemblement national », réunis à Wagram, acclament le nom du « citoyen MacCarthy pour son bon travail aux U.S.A. »

Le fascisme monte, de nouveau, partout, annonçant la déréputé du régime qui cherche un ultime moyen de se sauver. Nous devons redoubler nos coups.

Que le souvenir de l'exécution des Rosenberg accompagne le souvenir toujours vivant en nous du martyre de nos deux camarades Sacco et Vanzetti.

Nous nous sommes juré de les venger, nous le ferons en détruisant le régime qui engendre une telle barbarie.

J. TANFORTI.

19 Juin 1953

ETHEL ET JULIUS ROSENBERG ETAIENT ASSASSINÉS

VENDREDI 19 juin 1953, 1 heure du matin, dans la prison de Sing-Sing : deux innocents étaient conduits à la chaise électrique.

Inculpés d'espionnage, de révélation de « secrets atomiques », Julius et Ethel n'avaient jamais avoué et aucune preuve n'avait pu être établie contre eux malgré l'énorme puissance des méthodes d'enquêtes américaines.

Eisenhower le savait : il n'était pas possible que le simple mécanisme Greenglass ait pu donner à Julius Rosenberg une description sérieuse, suffisante, de la bombe atomique. Mais il fallait des victimes, un exemple, et les seules déclarations d'un mouchard suffisent comme « preuves ». Il fallait effrayer les communistes américains, il fallait aussi trouver des victimes sur lesquelles puisse être dévié le mécontentement du peuple américain : Eisenhower n'hésita pas à déclarer que les Rosenberg avaient une lourde responsabilité dans le déclenchement de la guerre de Corée !

Et l'américain moyen a marché, il a cru ce que ses dirigeants lui disaient. Reconnaissent que l'affaire était bien montée : on était, comme par hasard, tombé sur des Juifs — les Rosenberg étaient Juifs — afin de pouvoir compter sur l'appoint de l'antisémitisme, du

fascisme, savamment entretenus par la bourgeoisie américaine.

Malgré les protestations des travailleurs du monde entier, et d'une courageuse minorité aux U.S.A., malgré les manifestations, les débrayages, les appels lancés de partout, Eisenhowe l'assassin souriant ordonna : « Tuez ! »

Depuis, la barbarie de la bourgeoisie américaine s'est donné libre cours : le courageux avocat des Rosenberg, les malheureux enfants des suppliciés ont été à leur tour persécutés, poursuivis de la haine hysterique du fascisme américain montant.

Ces derniers temps, il aura fallu même que nos fascistes à nous, ceux du « Rassemblement national », réunis à Wagram, acclament le nom du « citoyen MacCarthy pour son bon travail aux U.S.A. »

Le fascisme monte, de nouveau, partout, annonçant la déréputé du régime qui cherche un ultime moyen de se sauver. Nous devons redoubler nos coups.

Que le souvenir de l'exécution des Rosenberg accompagne le souvenir toujours vivant en nous du martyre de nos deux camarades Sacco et Vanzetti.

Nous nous sommes juré de les venger, nous le ferons en détruisant le régime qui engendre une telle barbarie.

J. TANFORTI.

La fable de la provocation occidentale et de l'aide américaine

Le rapport du journaliste Norbert Muhlen, du Parti du Centre (Catholique libéral), dans la presse américaine (*New Reader* du 7 septembre) précise que la radio de Francfort s'intéressait davantage au match de football de Berlin-Ouest du 21 juin, alors que des grèves continuaient dans beaucoup de villes de l'Allemagne de l'Est. Le même journaliste signale le quasi-silence des grands journaux, et le fait que la radio du secteur américain (la R.I.A.S.) attendait le soir du 16 juin pour parler de l'émeute alors que dès le midi du jour, la grève et les manifestations étaient déjà en plein essor. Les Russes et le Gouvernement allemand de l'Est garnissaient abondamment la ligne de démarcation avec leurs troupes et leurs blindés, mais les troupes américaines étaient absentes : aucune insurection importante ne pouvait venir de Berlin-Ouest, les insurgés ne purent y

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
et
LES LUTTES OUVRIÈRES

La police contrôle l'embauche au Maroc

Nous présentons ci-dessous trois documents qui nous parviennent du Maroc. Ces documents condamnent à eux seuls le régime colonialiste.

Il est certain que les régimes fascistes n'agissent pas autrement vis-à-vis de la classe ouvrière. La police et le contrôleur civil ont tous les droits au Maroc, même le droit de donner ou de refuser du travail.

Le fascisme régne au Maroc. Les bombes témoignent de la résistance de tout un peuple.

DOCUMENT N° 1

BERKANE, le 23 avril 1954.

NOTE A TOUS LES CHANTIERS

Veuillez trouver ci-inclus :

- 1^e Copie d'une lettre de M. le Contrôleur Civil Chef du Cercle des Beni-Snassen ;
- 2^e Modèle de demande d'autorisation d'embauche.

Il est absolument indispensable de se conformer à ces prescriptions ; aucune embauche ne sera valable sans l'autorisation de M. le Contrôleur Civil Chef du Cercle des Beni-Snassen.

Les agents qui ne se conformeraient pas à ses règlements seront licenciés sur-le-champ.

En résumé, toutes les demandes d'embauche doivent être transmises au bureau central qui les centralisera et les fera parvenir au Contrôle Civil.

Signature illisible.

DOCUMENT N° 2

CERCLE DES BENI-SNASSEN
BERKANE
N° 2714/B/C
P. J. : 1

BERKANE, le 21 avril 1954.

Le Contrôleur Civil, Chef du Cercle des Beni-Snassen à M. le Directeur de l'Entreprise XXX, BERKANE.

Monsieur le Directeur,

Conformément aux dispositions prises le 5 février 1954 pour l'admission des demandes d'embauche, je vous demande de bien vouloir dorénavant n'accepter d'embaucher que les ouvriers porteurs d'une autorisation du modèle ci-joint.

Vous voudrez bien, périodiquement, me faire retour de ces autorisations complétées par le cachet de votre entreprise.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations distinguées.

DOCUMENT N° 3

DEMANDE D'AUTORISATION D'EMBAUCHE

Cachet de l'entreprise acceptant l'embauche

Le nommé
du Douar fraction
Tribu Profession
Demande à être embauché sur les chantiers de la Moulaya.
Avis des autorités du lieu d'origine (Antécédents au point de vue pénal et politique.)
..... le 195
Le Contrôleur Civil.

Révolte des Commerçants

(Suite de la première page)

pétrés d'une prison lui seront vite réservés.

Pas de commandos fiscaux, pas de contrôle de notre comptabilité, réclamement avec virulence les commerçants. Ils relèvent à leur Etat de mettre le nez dans leurs affaires personnelles. Tout ne doit pas être clair. Il y a des aveux qui ne doivent pas être faits. Pour les brevets d'honnêteté on demande au distributeur de voir du côté des exploitants.

Mais l'affaire on la fait mousser, la propagande s'y mêle, l'exploitation des morts aussi — cela nous rappelle les batailles électorales. — Un commerçant s'est suicidé, accablé et démarqué sous la menace des impôts.

C'est un prétexte choisi à bon escient parmi les nombreux prétextes du suicidé.

Déjà dans vos manifestations, vous amenez la population pour qu'elle soit avec vous contre le fisc. Eh bien nous ne marchons pas ! Car être contre le fisc c'est aussi être contre vous.

Nous n'oublisons pas que vous êtes les zélés serviteurs de l'Etat et que l'impôt sur les salaires de vos employés, appelé impôt sur le revenu ou surtaxe progressive, est payé par ceux-ci au vu de vos déclarations que vous faites périodiquement au percepteur avec nom et adresse des intouchables.

Votre sale travail de mouchardage, nous avons de bonnes raisons de ne pas l'oublier et vous ne vous êtes jamais inquiétés quand ces mêmes agents du fisc venaient saisir en présence d'un huissier, les meubles d'un proléttaire qui n'avait pu régler l'impôt de sa sueur.

Nous n'oublisons pas non plus que la fraude fiscale atteint plus de 1.000 milliards par an. 1.000 milliards que vous refusez de payer à votre Etat mais que vous avez volé aux consommateurs.

Vous voudriez nous faire croire que la ruine vous menace. Allons donc ! Le commerçant qui établit un prix de revient d'une marchandise quelconque inclut dans celui-ci tous les éléments des frais généraux (impôts, assurances, salaires, etc.) et la part de bénéfice net. Alors, cessez de jouer votre fausse comédie. Vos impôts sont payés par le consommateur-ouvrier qui lui, n'a aucun recours, se trouvant au bas de l'échelle sociale.

La lutte contre le fisc, c'est la lutte contre le régime dont vous êtes corps et âme. C'est la lutte contre l'exploitation. C'est agir pour la suppression

ABONNEZ-VOUS AU « LIBERTAIRE »

Dans l'Isère LE BAISEMAIN DE LA DAME dont le mari signe les exécutions capitales

Extrait du journal « Le Travailleur Alpin » organe du Parti Communiste de l'Isère en date du 24 avril 1954 : sous la rubrique « Vizille ».

« Jeudi 22 avril, notre camarade Fourrier, maire (communiste) a été reçu avec deux de ses adjoints, Adrien Fiat et Aimé Mollard, par le Président de la République. Au cours de

l'entretien qui dura une heure il fut soumis au Président les problèmes municipaux suivants :

1^e Cession d'une portion de terrain de 9 m² (!), etc., etc.

... Notre camarade Fourrier souligna le caractère symbolique de la venue du Président au début de son septen-

nat, dans notre cité historique de tradition républicaine... »

Dans le même numéro, on lit sous la rubrique « Grenoble » :

... Mais, je répète, s'il avait plus à Madame la Présidente de me tendre le bout des doigts, je n'aurais pas au contraire honte à l'effleurer de mes levres républicaines.

... Nous ne sommes pas des goujats, Monsieur, et nous avons du savoir-vivre... »

En somme, le Parti communiste est pour le bainemain de la Reine !

Naturellement le maire communiste et encore moins les 3 députés communistes et le secrétariat fédéral n'ont même pas eu l'idée de demander à Cotté, Président élu par les voix fascistes : « Qu'attendez-vous pour gracier, vous qui vous dites « Président de l'Union Française » (!), les centaines de Marocains, de Tunisiens, de Malgaches, d'Indochinois qui sont condamnés à mort et qu'on fusille chaque semaine ? » Voilà où en est venu le Parti Communiste : on bâise la main de Madame dont le mari signe les exécutions capitales.

Il est temps que le Proletariat de Grenoble fasse revivre ses traditions syndicalistes, révolutionnaires et libertaires !

“ JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE ”

A PARU

SOMMAIRE DU N° 2

1. Editorial.
2. Retrait du contingent des colonies.
3. Les dirigeants du P.C.F. et les jeunes.
4. Un militant de l'U.J.R.F. écrit à JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE
5. Réponse à MITTERAND.
6. Les difficultés du jeune instituteur.
7. A l'E.N. de Versailles et à l'Université de TOURS.
8. Corruption à l'E.D.F.
9. Grandeur d'âme.

Demandez « J. R. » à notre permanence, 145, quai de Valmy, Paris (10)
C.C.P. : R. Joulin Paris 5561-76.

Abonnements : 6 mois : 100 fr. 1 an : 200 fr.

Abonnements de soutien : 6 mois : 250 fr. 1 an : 500 fr.

COMMUNIQUE

Le camarade R. Regivoc, de Lille, est prié de nous transmettre son adresse pour que nous puissions lui envoyer J. R.

LE COIN DE NOS CORRESPONDANTS

Dans les usines, chantiers et mines

Chez Panhard, ça bouge !

Le 28 mai s'est tenue l'assemblée générale des actionnaires. Le bilan au 31 décembre 1953 dépasse 13 milliards 196 millions, contre 9 milliards 346 millions en 1952 ; l'accroissement est donc de 3 milliards 850 millions. Le rapport du Conseil d'administration « se félicite de l'année 1953 qui a vu le lancement de la nouvelle Dyna dont le succès a dépassé toutes les prévisions ».

Il soulignait « La Société a eu la satisfaction de voir proclamer par le secrétaire d'Etat à la guerre (De Chevigné) les qualités de ses engins blindés de reconnaissance ; leur fabrication se poursuit à un rythme accéléré ».

« Aucun délégué ouvrier au comité d'entreprise n'a informé les travailleurs du beau bilan... pour les exploiteurs. Malgré cela, ils en ont eu connaissance. C'est pourquoi le 3 juin l'atelier 85 a donné le signal de la résistance à l'augmentation des cadences. Car pour les vanneries du Conseil d'administration, l'argent appelle l'argent. Les gars du 85 ont déjà obtenu de Panhard qu'il accepte de verser 5.000 francs de prime de vacances. Ils les réclament avant les congés. Ils les réclament après les congés ! »

« Action continue. Mais les propos demandent pour quels motifs

(Correspondant).

Aux mines de la Têt

On réembauche au choix !

Ce que nous avions prévu se réalise ; les mines fermées, réembauchent pour l'entretien. Seulement, tous les ouvriers passent d'abord une visite médicale. Ils ne sont réembauchés qu'après sa décision. On comprend pourquoi : un ouvrier qui compte 13 ans de mine se voit refuser pour raison de santé ; comme dans 2 ans, il avait droit à une petite retraite, le voilà sans rien. C'est le truc classique. Naturellement, de bons militants syndicaux sont balancés.

Les mineurs constatent aujourd'hui le bluff des réunions dites « de défense des mines » qui n'ont servi que de tribune de propagande au député socialiste Conte et au député communiste Tourné. La direction des mines était présente à ces réunions. C'était « la grande unité ». Elle n'est pas allée plus loin que le porte-monnaie ; les mêmes directeurs qui applaudissaient quand Tourné réclamait l'aide financière du gouvernement (c'est-à-dire des contribuables) dressent les listes noires des mineurs à ne pas réembaucher sous prétexte de maladie ou autres. Les responsables syndicaux C.G.T. et F.O. Nationaux et Départementaux acceptent tous cela ! Aussi, l'idée de formation d'un comité d'action syndicale sans politiciens professionnels se développe avec comme seul but : défense des intérêts des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes. Puisque cela existait avec succès il y a 50 ans, pourquoi cela ne pourrait-il pas se recréer ?

Le travail ! Et en attendant l'indemnité de chômage de 75 pour cent du salaire ? Pas de visite de réembauchage ! Et tous solidaires !

Trescases (Correspondant).

Le « LIBERTAIRE P.T.T. »

La Commission Ouvrière de la F.C.L. a entrepris la publication d'un journal, « Le Libertaire P.T.T. », s'adressant aux travailleurs syndiqués et inorganisés des P.T.T.

Dans ce n° vous trouverez des articles des camarades de l'Inter, des bureaux-gare, des guichets, des bureaux mixtes.

Si vous pensez pouvoir le diffuser autour de vous, adressez immédiatement vos commandes à notre permanence, 145, quai de Valmy (vous réglerez après la vente).

Abonnements : 1 an, 200 fr. ; 6 mois, 100 fr.

Abonnements de soutien : 1 an, 500 fr. ; 6 mois, 250 fr.

Pour diffuser la presse ouvrière EN AVANT !

« LIB. P.T.T. »

COMMUNIQUE

Camarades du groupe Durruti demandent nouvelles et adresse du camarade J. Filhos et lui adressent amitiés.

Les Algériens de Mâcon

(Suite de la première page)

ment nous discutons, nous compsons nos chances de réussite. Nous savons que l'ennemi est là, implacable, et qu'il faudra le prendre à la gorge pour qu'il donne un sou de plus, pour qu'il consent à améliorer le logement.

Mâcon, 15 heures : Nous partons vers les « baraquas ».

C'est là que logent nos camarades algériens.

Un spectacle épouvantable nous attend.

Il s'agit bien de baraquas, en effet. Elles ont été placées en contrebas d'un immense dépôt d'ordures. Tout a fait à l'extérieur de la ville. Elles rappellent celles qui abritaient les déportés. Deux bâtiments longs et étroits sont séparés par une cour encerclée par des vieux fûts qui croulent rongés par la rouille.

Le concierge n'aime pas que des Européens s'introduisent ici. Il est interdit de prendre des photographies.

C'est dimanche et ils sont tous là pour laisser passer la place à l'occupant. Certains se sont mis en costume national. Ils sont assis sur leurs lits : ils rêvent.

Dès notre entrée, nous sommes assaillis. On veut tout nous montrer. Une immense protestation s'élève.

— Les carreaux cassés ne sont pas remplacés, malgré de nombreuses demandes.

— Les draps viennent d'être changés, mais les anciens avaient parfois six mois d'âge.

— Les couloirs ne sont pas éclairés : à quoi bon ! Ils sont très étroits.

— Les cabinets sont bouchés.

Il y a deux petits lavabos (bouchés eux aussi) pour 160 hommes.

— On nous montre les feuilles de paye. Elles dépassent rarement 10.000 fr. par mois. Vous entendez bien, 10.000 francs, car les heures où le temps rend le travail impossible sont décomptées et celles qui

restent sont réglées au tarif le plus bas possible.

Sur ces 10.000 francs, il faut verser 2.200 francs pour la chambre.

Les 80 chambres sont petites et les Algériens sont entassés quatre et cinq par chambre. Il y a juste la place des lits.

La location d'un lit pour un mois coûte 2.200 francs.

Quelle misère !

« Nous sommes prêts à tout me dire un camarade ; il faut que cette misère cesse ! »

Les baraquas appartiennent au Syndicat patronal, si bien qu'une action isolée risque de se solder pour celui qui l'entreprend par la mise à la porte. De toute façon ce lui-là ne trouve plus de travail et doit mourir de faim.

Mâcon, 22 heures : Nous avons appris, en fin d'après-midi, qu'un Algérien avait été assassiné place aux Herbes. La colère monte. Un orateur explique les faits. Les phrases sont brèves. Une action s'engage. Les baraquas se vident.

Un flot humain descend vers le commissariat de police, au centre de la ville, pour demander justice... Les communistes libertaires sont là eux aussi. On obtient des renseignements précis. Le mort est à l'hôpital, le médecin légiste fait son travail. L'enquête suitra son cours.

Le patrons de Mâcon ont eu bien peur. Ils veulent ignorer les Nord-Africains « qui vivent comme des bêtes ».

De la faute à qui ?

Pour une fois, ils les ont vus. Ils ont fermé leurs volets.